

Communiqué de presse

Manifestation contre les nuisances aériennes :

Le Conseil général joue la division

La majorité de gauche au Conseil général joue une fois de plus la division sur le sujet des nuisances aériennes.

Les élus du groupe "Union pour le Val d'Oise" ont proposé ce matin de faire adopter par l'assemblée départementale la motion demandant l'arrêt des vols de nuit au départ et à l'arrivée des aéroports de Roissy et du Bourget, reprenant le texte qui sera symboliquement adopté par 85 conseils municipaux demain matin, lors de la manifestation organisée au Trocadéro.

Comme ils nous y ont malheureusement habitué depuis plusieurs années, **les élus socialistes et communistes, au premier rang desquels le président du Conseil général, ont préféré opposer une fin de non-recevoir à cette demande.**

Cette attitude paraît traduire le mépris profond que la majorité départementale éprouve non seulement pour les associations qui se mobilisent depuis plusieurs décennies, sans prise de position partisane, mais également pour les élus qui, demain, se réuniront à Paris, sans distinction d'étiquette politique.

Les élus UVO regrettent cette attitude parce qu'elle porte atteinte à l'unité de l'action menée par les associations et les élus sur un dossier dont on sait qu'il est complexe parce qu'il implique des intérêts de portée nationale et contradictoires. **Ils s'interrogent sur les réelles motivations de la majorité départementale sur ce dossier.**

Les élus UVO sont surpris que la seule réponse apportée par la majorité socialo-communiste au Conseil général ait été de nature polémique et politicienne sur un sujet qui, de leur point de vue, ne doit pas appeler la controverse.

Ils souhaitent que la démarche engagée demain par un collectif uni, qui s'effectuera donc **sans le soutien du Conseil général**, trouve une issue favorable.

Les élus UVO s'associeront, pour leur part, aux initiatives présentées par ce collectif car ils savent que l'attente des habitants des villes concernées est de plus en plus forte face à un trafic croissant dans ces plate-formes aéroportuaires.

Contact presse : Laurent Monjole, Secrétaire général - 06 62 61 17 96